

INTERVIEW DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING AU "FIGARO" PAR MM. MAX CLOS, JACQUES JACQUET-FRANCILLON ET CHARLES REBOIS, INTITULÉE "LA MAJORITÉ N'EST DIVISÉE SUR PRESQUE RIEN", PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, VENDREDI 24 AVRIL 1981.

24 AVRIL 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président, dans quarante-huit heures les Français vont voter pour le premier tour de l'élection présidentielle. Vous avez déclaré, en le regrettant, que les Français sont sceptiques. Nous croyons les sentir à la fois sceptiques et moroses. Pensez-vous être en mesure de leur rendre l'élan et la foi qui semblent leur manquer ?

- LE PRESIDENT.- La morosité ne correspond ni au tempérament ni au comportement de nos concitoyens. Observez les Français depuis sept ans : ils n'ont pas passé leur temps à broyer du noir. Ils agissent, ils travaillent. Ils sont à la fois gais et sérieux. Ils me font l'impression d'un peuple "équilibré", et réfléchi.

- Certes, ils ont pris conscience que nous étions entrés dans une période difficile, où la violence et même la guerre peuvent nous menacer, où la compétition économique est très rude. Les Français, quand on les interroge sur l'avenir, se montrent donc préoccupés. Cette préoccupation est légitime. Mais cela ne les conduit ni à l'abattement ni au laisser-aller. Si nous sommes aujourd'hui dans une situation nettement meilleure que la plupart de nos voisins, y compris l'Allemagne fédérale, c'est à eux, en premier lieu, que nous le devons. Les Français ne sont donc pas sceptiques sur eux-mêmes, ils sont sceptiques sur une bonne partie de la classe politique. Je le déplore, mais je les comprends. Comment ne pas être sceptique devant une avalanche de démagogie, une surenchère de solutions miraculeuses comme celles que nous avons entendu formuler dans cette campagne `campagne électorale` ? Comment faire confiance à tel candidat qui rejette aujourd'hui catégoriquement ce qu'il approuvait la veille, ou à tel autre pour qui il y avait enfin une solution à gauche parce que les communistes avaient changé, et pour qui il y a maintenant une solution à gauche bien que les communistes n'aient pas changé ?

- Pourtant, les Français ont besoin de confiance. Ils ont besoin de confiance et de résolution. Dans son histoire, un peuple connaît quelquefois, dans des circonstances très particulières, un grand élan. Mais c'est tous les jours, par un effort résolu, qu'il forge son destin.

- Je ne refuse pas le mot de foi. Il n'y a pas à la rendre aux Français, parce qu'ils ne l'ont jamais perdue. La foi n'est pas dans les discours, elle est dans les actes. Et de ce point de vue, jugeant le travail accompli, je constate que la France n'en manque pas.

QUESTION.- Vous avez déclaré à plusieurs reprises que l'une de vos ambitions est de recréer l'unité de la Nation. Plusieurs de vos "concurrents", dans l'opposition comme dans la majorité, affirment au contraire que, s'ils ne sont pas élus, une moitié de la France se sentira écrasée par l'autre. Avez-vous le sentiment que la France est effectivement un pays coupé en deux, sinon en quatre ? Estimez-vous possible de construire l'unité ?

- LE PRESIDENT.- Certains de mes concurrents affirment cela, en effet, mais qu'en est-il en réalité ? Regardez autour de vous : dans l'entreprise où vous travaillez dans la ville ou le village où vous vivez, et même tout simplement dans votre famille, n'y a-t-il pas des individus qui ont des idées, des tendances, des options politiques différentes ? Se considèrent-ils pour autant comme des ennemis ? Ne sont-ils pas heureux de vivre côte à côte, et souvent de coopérer à la même tâche ? Cette image d'une France coupée en deux, dont une moitié écraserait l'autre, est un mythe : et un mythe dangereux, qu'il faut dissiper. Je l'ai dit en 1974, je l'ai redit en 1978, je le répéterai dans quinze jours : il y a un bon choix et un mauvais choix, mais il n'y a pas de bons et de mauvais Français.

- Qu'est-ce que l'unité nationale ? Ce n'est pas l'effacement, la disparition, le refus de nos diversités. Nos diversités font la richesse de notre pays. L'unité que nous devons rechercher n'est pas celle des pays où tout le monde dit, pense, sent et veut la même chose. Cette unité-là, nous savons où elle se trouve, nous savons ce qu'elle recouvre, et aucun d'entre nous, je l'espère, ne le veut. L'unité nationale, c'est notre attachement commun à une société démocratique, c'est-à-dire pluraliste, où l'autre n'est pas

un ennemi, où le dialogue est toujours accepté. Cette unité existe dans la réalité quotidienne. Mon ambition est de voir notre vie politique la refléter davantage, et j'y parviendrai.

- Je tiens pour un acquis important de mon premier septennat la reconnaissance et l'acceptation par tous les Français de la nécessité du pluralisme, qui était refusé à l'origine. Je considère que l'une des tâches essentielles de mon second septennat sera de la faire entrer dans les moeurs après l'avoir fait entrer dans les esprits.\

QUESTION.- Il y a la notion d'unité de la Nation. Il y a aussi celle d'union de la majorité. Elles paraissent bien compromises et les "sensibilités" qui la composent paraissent aussi déchirées que les deux partis d'opposition. Pensez-vous qu'il soit possible de reconstruire cette union de la majorité ? Estimez-vous que le capital des voix majoritaires sortira intact des affrontements qui marquent le premier tour ?

- LE PRESIDENT.- Le parallèle que vous établissez entre la majorité et l'opposition est trompeur : leur situation n'est pas comparable. Ce qui sépare les deux composantes de l'opposition, ce n'est pas une question de sensibilité, c'est une question de principes, de doctrine, de choix de société. C'est pourquoi, partout où les communistes ont accédé au pouvoir, leur première tâche a été d'éliminer les socialistes, et les socialistes le savent bien. Au contraire, dans la majorité, il s'agit bien, comme vous le dites, de sensibilités, de nuances, et même, souvent de questions de personnes.

- Si l'opposition décidait de parler franchement - ou plutôt si M. Mitterrand prenait cette décision, car M. Marchais ne s'en cache pas - elle devrait reconnaître qu'elle est divisée sur presque tout. Tandis que la majorité, si les contraintes de la période électorale ne poussaient pas certains à accentuer les différences, reconnaîtrait qu'elle n'est divisée sur presque rien. C'est précisément pour cela que par deux fois, en 1974 et en 1978, la majorité s'est trouvée unie. Je ne doute pas qu'il en soit de même aujourd'hui.

- J'ai évité soigneusement de faire ou de dire tout ce qui risquait de la diviser. Je porte une appréciation sans équivoque : vous verrez qu'il n'y aura pas de problème de majorité.\

QUESTION.- Certains de vos partisans n'hésitent pas à dire que M. Chirac contribue - volontairement ou non - à donner un score important à M. Mitterrand au premier tour et peut-être à assurer son succès au second. Partagez-vous ce jugement sévère ?

- LE PRESIDENT.- Je constate que M. Chirac a tenu au-cours de cette campagne `campagne électorale` des propos qui étonnent de la part d'un homme dont on avait relevé jusqu'ici l'hostilité constante au programme de l'opposition socialo-communiste. Cela dit, cette campagne ne semble pas, si l'on en juge par les intentions de vote exprimées actuellement, avoir fait augmenter le score de M. Mitterrand au premier tour. Peut-elle contribuer à assurer son succès au second ? Ce serait faire injure au bon sens des électeurs, et prêter à M. Chirac un calcul absurde - celui qu'on appelle la politique du pire. Pour ma part, je m'y refuse. Vous savez que je me suis fixé pour règle de ne me livrer à aucun commentaire sur la manière dont mon ancien Premier ministre conduit sa campagne. J'ai écarté, dès l'origine, toute attitude qui risquait de diviser la majorité dont la France aura grand besoin pour faire face à ses problèmes après le 10 mai `élection présidentielle`.\

QUESTION.- Pensez-vous que M. Mitterrand ait une chance réelle d'être élu à la présidence de la République ? Quelles en seraient les conséquences politiques et économiques pour la France ? Estimez-vous que le leader socialiste serait entièrement entre les mains du parti communiste ou croyez-vous qu'il lui serait possible de conserver une certaine liberté de manoeuvre ?

- LE PRESIDENT.- M. Mitterrand ne pourrait être élu que si le parti communiste `PCF` lui apporte massivement son soutien. Il en demandera le -prix et M. Mitterrand sera bien obligé de le payer. Le programme de M. Mitterrand, nous le connaissons. Il a été publié. C'est le projet socialiste, qui reprend dans toutes ses dispositions, et parfois mot pour mot, le programme commun du gouvernement signé par le parti communiste et le parti socialiste en 1972. Existe-t-il en France, parmi les Français non communistes, une majorité même virtuelle favorable à l'application de ce programme ? Evidemment non ! Le candidat du parti socialiste n'a donc pas seulement besoin des communistes pour être élu. Il aurait besoin d'eux pour trouver une majorité parlementaire qui lui permette d'appliquer son programme et de diriger le pays.

- Sur les conséquences qu'entraînerait la mise en oeuvre d'une telle politique, je n'ai pas besoin de m'étendre. L'application du projet socialiste déclencherait dans un premier temps la relance de l'inflation et le déséquilibre extérieur. Dans un second temps, le gouvernement serait contraint

mination et le déséquilibre extérieur. Dans un second temps, le gouvernement serait contraint d'adopter des mesures protectionnistes qui auraient elles-mêmes pour conséquences l'aggravation considérable du chômage. Sur-le-plan politique, la situation ne serait pas meilleure. Le gouvernement constitué - toujours dans votre hypothèse - par M. Mitterrand se trouverait sous la pression constante du parti communiste. La France, qui est depuis vingt-trois ans l'une des nations les plus solides du monde occidental, redeviendrait rapidement l'homme malade de l'Europe. Je me refuse naturellement à croire qu'un peuple intelligent et équilibré comme le nôtre puisse choisir la voie du suicide. Je reviens donc à votre première question : non, M. Mitterrand ne sera pas élu président de la République le 10 mai.\

QUESTION.- La Vème République survivrait-elle si l'Élysée `Président de la République` et le Parlement étaient l'expression de deux majorités différentes ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question à laquelle, faute d'expérience, on ne peut répondre avec certitude. Mais le bon sens peut servir de guide. Je pense, quant à moi, que, dans une telle hypothèse, nos institutions pourraient fonctionner pendant un certain temps, par un effort de bonne volonté de part et d'autre. Le Président et le Parlement ne pourraient coexister qu'au-prix de concessions mutuelles. En cas de conflit, vous savez que la Constitution donne à l'Assemblée nationale le droit de censurer le Gouvernement et au Président celui de dissoudre l'Assemblée nationale. Il reviendrait donc au peuple d'arbitrer, en choisissant souverainement l'une ou l'autre des deux politiques qu'on lui propose. Ainsi se rétablirait, après une phase transitoire, l'unité de direction politique du pays.

- Si vous considérez la situation présente, vous constaterez que, dans l'hypothèse où mon principal concurrent serait élu, il lui faudra, comme il l'a déclaré, organiser aussitôt des élections législatives qui le placeront un peu plus dans les mains du parti communiste, par le jeu même de la loi électorale. La difficulté que vous signalez ne se présentera pas si je suis réélu.\

QUESTION.- Vous avez défini votre projet comme un cheminement vers la démocratie libérale avancée. Dans ce domaine, avez-vous accompli ce que vous souhaitiez réaliser ?

- LE PRESIDENT.- J'ai écrit en effet dans "Démocratie Française" que je souhaitais voir la France devenir, plus encore qu'aujourd'hui, une société libérale par la structure pluraliste de ses pouvoirs, et avancée par un haut degré de performance économique, d'unification sociale et de développement culturel. Je n'ai pas changé d'avis. Je reste profondément attaché à mon projet de faire de la France une démocratie exemplaire, capable de devenir un modèle pour d'autres pays.

- Ai-je accompli tout ce que je souhaitais réaliser ? Certainement pas, mais je me félicite des progrès faits depuis sept ans. En ce qui concerne les institutions, j'ai marqué mon attachement au pluralisme par diverses mesures qui ont contribué à moderniser notre démocratie : abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans, rencontres avec les dirigeants de l'opposition, extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel aux parlementaires.

- Sur-le-plan social, la société française a progressé dans la justice. Parmi les mesures prises, l'augmentation des allocations versées aux personnes âgées, le renforcement de l'aide aux familles, la revalorisation du travail manuel, l'amélioration de la condition féminine, les dispositions qui facilitent l'accès des Français à la propriété et le début de la rénovation de notre système d'éducation. Sur-le-plan économique enfin, nul ne peut contester que la compétitivité de notre industrie a progressé au-cours du septennat.

- La France se situe désormais parmi les pays les plus avancés dans tous les secteurs de pointe, qui vont des économies d'énergie à la production d'énergie nucléaire et de l'industrie aéronautique et aérospatiale à l'informatique.

- Tout ce qui a été entrepris doit être poursuivi.\

QUESTION.- Certains de vos électeurs de 1974 nous disent qu'en fin de compte il existe peu de différence entre votre philosophie politique et le projet socialiste. Acceptez-vous ce jugement ? Sinon, voulez-vous nous préciser les différences ?

- LE PRESIDENT.- Nos lecteurs se souviennent que ce projet socialiste a fait, au sein même du parti socialiste, l'objet de critiques extrêmement vives, notamment sur son archaïsme, son absence de réalisme et de crédibilité. Ce projet se caractérise par trois traits : une philosophie marxiste éloignée des faits, la fidélité au programme commun, l'hostilité à l'égard du monde occidental et de la construction de l'Europe unie. Plus précisément, ce projet persiste dans sa volonté de nationaliser des

pans entiers de l'économie française, prône une planification autoritaire, promet un alourdissement de la fiscalité sur les classes moyennes, conduit à un développement de la bureaucratie. Les convictions de toute ma vie sont aux antipodes de ce programme.\

QUESTION.- L'un des points de votre programme est la lutte contre les inégalités. Quel est le bilan de votre septennat dans ce domaine ? Que reste-t-il encore à faire ?

- LE PRESIDENT.- L'action engagée pour réduire les inégalités en France a été efficace. Les statistiques le prouvent. L'opinion le sait et vous constaterez que, dans le débat actuel, personne ne le conteste. Les progrès du salaire de base, c'est-à-dire du SMIC par-rapport aux autres revenus d'une-part et, d'autre-part, l'effort de solidarité entrepris en faveur des personnes âgées, des handicapés et des familles nombreuses, constituent les deux succès les plus notables en ce domaine.

- En faisant progresser le niveau de vie des personnes âgées, nous avons corrigé une grande injustice. Cet effort de solidarité a représenté pour le septennat une dépense de 50 milliards. Nous avons consacré 24 milliards en faveur des handicapés, et une somme du même ordre de grandeur en faveur des familles. Ces efforts doivent s'entendre, j'insiste sur ce point, en francs constants, c'est-à-dire indépendamment des augmentations dues à la hausse des prix. Que reste-t-il à faire ? D'abord poursuivre l'effort accompli en faveur des bas salaires, des personnes âgées, des familles et des handicapés. C'est une question de justice et de solidarité. Pour les salaires les plus faibles, j'ajouterais que nous contribuons ainsi à augmenter la productivité et l'efficacité de nos entreprises. Contrairement à ce que l'on a dit, la revalorisation du travail manuel contribue à rapprocher la situation de nos entreprises de celle des entreprises allemandes. Elle rend acceptables pour les Français des emplois qui étaient pourvus auparavant par des travailleurs immigrés. Il ne suffira pas de poursuivre l'effort accompli. Il faudra, à mon sens le compléter par deux actions. D'abord, nous devons faire disparaître les îlots de pauvreté qui subsistent dans notre société, ce qu'on appelle le quart monde, et dont j'ai étudié les douloureux problèmes. Il faudra commencer par assurer les ressources nécessaires aux personnes démunies et isolées, puis permettre leur réinsertion sociale.\

`Réponse` Nous devons, en-second lieu, aborder d'une manière nouvelle le problème des classes moyennes. Les employés, les cadres moyens, les agents de maîtrise, ont vu d'autres catégories bénéficier d'une augmentation relative à leurs revenus et d'un accroissement important de transferts sociaux. Ils ont mal ressenti leur exclusion de certains avantages sociaux, en-raison des plafonds de revenus qui ont été fixés et au-delà desquels on ne peut bénéficier de ces avantages.

- Il faudra aménager notre fiscalité à l'égard de cette catégorie. Les tranches du barème de l'impôt ont été élargies pour 1980 dans la proportion de la hausse des prix. Il faudra procéder de la même façon l'an prochain. Le principe est simple : la hausse des prix ne doit pas entraîner d'aggravation automatique de la fiscalité.

- De même, il faudra procéder à un examen et à une révision complète de ces plafonds de ressource afin de les relever et de permettre ainsi un accès plus large pour les employés, les petits commerçants et artisans et les classes moyennes aux avantages sociaux, notamment en-matière d'aide à la propriété du logement, de complément familial, de protection sanitaire et de bourses d'éducation.\

QUESTION.- Vous avez dit à plusieurs reprises que l'essentiel était de sauver la paix et que pour y parvenir, il était indispensable de maintenir ouvert le dialogue avec le bloc soviétique. Certains de vos adversaires appellent cela une politique "d'abandon". Peut-on fixer la frontière entre le "dialogue" et "l'abandon" ?

- LE PRESIDENT.- Le dialogue et la fermeté sont complémentaires. Ceux qui confondent le dialogue et l'abandon sont ceux pour qui la fermeté n'est que rhétorique.

- Nous sommes la troisième puissance militaire du monde. Notre effort de défense est le plus important en Europe. Nous sommes intervenus en Afrique quand il le fallait. Nous avons toujours dit que si nous devons traverser des temps difficiles, conformément aux accords existants, la France tiendrait ses engagements et exigerait partout dans le monde le respect des principes d'indépendance et de liberté. Voilà pour la fermeté. Le dialogue a une finalité précise. Il importe que nos interlocuteurs sachent exactement ce que nous pensons et ce que nous voulons, et que nous sachions ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent. Dialoguer, ce n'est ni céder ni accepter les vues des autres. En permettant de mieux connaître, en permettant d'avertir clairement, le dialogue peut permettre de prévenir. Qui oserait dire

que, quand il s'agit de la paix du monde et de la survie de l'Europe, il faut renoncer à parler ? Voilà pour le dialogue, que je maintiendrai, avec l'assentiment, notez-le puisque vous l'avez publié, de plus des deux tiers des Français qui ont une opinion sur ce sujet.\

QUESTION.- Si vous êtes réélu, quelles seront les trois priorités de votre second septennat ?

- LE PRESIDENT.- Mes trois priorités seront : défendre la paix et la place de la France dans le monde & préserver les institutions de la Vème République & assurer l'emploi, en-particulier pour les jeunes. J'ai fait de ce dernier point l'engagement central de ma campagne `campagne électorale`.\

QUESTION.- Malraux fait dire à l'un de ses personnages de "L'Espoir" : "Dans l'exercice de votre commandement, n'oubliez pas que vous ne devez jamais séduire". En élargissant cette idée, estimez-vous que l'on ne doit pas exercer les fonctions qui sont les vôtres en cherchant à être aimé ? Eprouvez-vous le besoin d'être aimé ?

- LE PRESIDENT.- Je me souviens du passage de "L'Espoir" auquel vous faites allusion. Les mots que vous citez sont mis par Malraux dans la bouche du colonel Ximénès, officier de carrière catholique qui a choisi de rester fidèle à la République. Son propos lui est inspiré par une longue expérience. Il est parfaitement clair. Que dit Ximénès ? Non pas qu'un officier ne doit pas être aimé, ce qui serait absurde, mais qu'il doit l'être en vertu de la valeur et de l'efficacité de son action. L'important n'est pas sa personne, mais la façon dont il exerce son commandement, qui doit susciter l'estime et la confiance. Ce n'est pas en cherchant à séduire que l'officier obtient de ses soldats cette estime et cette confiance, car la séduction repose sur des facteurs purement subjectifs. C'est en faisant la preuve de ses capacités, de sa compétence, de son aptitude à jouer un rôle dirigeant, quelle que soient les circonstances.

- Cette leçon vaut naturellement pour l'homme politique. J'ajouterai ceci : entre l'estime et l'amitié, il n'y a qu'un pas, que l'habitude d'agir ensemble et le fait de partager les mêmes espérances permettent de franchir : sept ans de travail avec les Français, cela crée, je crois, l'amitié. C'est ce que j'ai senti au-cours des réunions de ma campagne `campagne électorale`, de la part d'inconnus, hommes et femmes. Et il est vrai que cela me touche profondément.

- QUESTION.- Quelles sont les vertus essentielles d'un chef d'Etat ?

- LE PRESIDENT.- Le sang-froid, la lucidité, le courage et le désintéressement.\